



Panorama affaires publiques des actualités du monde de la santé

Semaine du 29 avril 2024

EN RÉSUMÉ

Au cours de cette semaine, l'actualité dans le domaine de la santé a été marquée par plusieurs sujets majeurs, parmi lesquels figurent :

- Sénat : La chambre Haute a débattu sur le programme de stabilité et l'orientation des finances publiques.
- Vaccination : la HAS a défini un nouveau calendrier vaccinal selon des âges clés.
- CNIL : Le comité a donné sa position quant à la présence de systèmes de vidéo surveillance dans les chambres des résidents d'Ehpad.

Nominations

- **M. Julien ROUSSELON**, inspecteur général des affaires sociales, devient conseiller multilatéral "travail, emploi, questions sociales" à la représentation permanente de la France auprès de l'Union européenne.
- **Mme Esther GARCIA** devrait être nommée conseillère communication, presse et opinion au cabinet de M. Frédéric VALLETOUX, ministre délégué chargé de la Santé et de la Prévention.
- **M. Frédéric GIRARD**, vice-président senior, opérations de développement Europe de DBV Technologies, a été élu président de France Biotech, l'association professionnelle des entrepreneurs de l'innovation en santé.
- **M. Paul MIDY**, député (Renaissance) de l'Essonne, présidera la commission d'enquête sur les difficultés d'accès aux soins à l'hôpital public, dont le rapporteur sera M. Christophe NAEGELEN, député (LIOT) des Vosges.
- **Mme Cendrine CRUZILLE** va être nommée adjointe au chef de service de la coordination des stratégies du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.
- **M. Florent FOUCARD**, directeur d'hôpital, directeur du groupement psychiatrie et médico-social Doubs-Jura, a été nommé directeur du groupement hospitalier de territoire (GHT) de la Nièvre.

INFOS ET CHIFFRES CLÉS

Sénat/Situation finances publiques : Le débat au Sénat sur le programme de stabilité et l'orientation des finances publiques a été marqué par les déclarations du ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, appelant à un retour aux objectifs de déficit public. Les critiques de l'opposition, notamment sur la dérive budgétaire annoncée et la répartition inégale des efforts, ont également été soulignées. Le rapporteur général du budget, Jean-François Husson, a critiqué l'optimisme du gouvernement, tandis que des sénateurs ont appelé à la rigueur dans la gestion des dépenses publiques et ont interrogé le gouvernement sur les économies à réaliser dans le domaine social. L'opposition de gauche a également exprimé ses préoccupations quant aux économies projetées pour 2025, les qualifiant de "brutales" et non étayées.

Grippe aviaire : Le niveau de risque de grippe aviaire, précédemment classé comme "modéré" depuis mi-mars, a été réduit à "négligeable" en raison d'une saison où le virus a moins circulé et où les canards d'élevage ont été vaccinés. Cet ajustement, décrit dans un arrêté paru récemment au Journal officiel et entrant en vigueur le 3 mai, reflète une diminution significative de la menace potentielle.

Vaccination : Le nouveau calendrier vaccinal rend obligatoire la vaccination des nourrissons contre plusieurs méningites bactériennes et recommande le vaccin ACWY pour les adolescents. Il propose également des ajustements pour renforcer la protection contre les infections à pneumocoque, la rougeole, et le zona. Par ailleurs, le traitement Beyfortus a permis de prévenir entre 3700 et 7800 hospitalisations liées à la bronchiolite chez les bébés cet hiver en France.

CNIL / Ehpad : La CNIL a émis un avis déclarant que les Ehpad ne sont généralement pas autorisés à installer des dispositifs de vidéosurveillance dans les chambres des résidents, sauf dans des circonstances exceptionnelles, telles que des enquêtes sur des cas de maltraitance avérés. Si une telle installation est envisagée, elle doit respecter plusieurs conditions strictes, notamment obtenir le consentement des résidents, informer le personnel et désactiver les dispositifs pendant les visites des proches, sauf en cas de suspicion de maltraitance de ces derniers. Cependant, l'installation de caméras dans le but d'améliorer les services ou pour la sécurité en cas de chute ou d'accident est strictement interdite.

CNR santé mentale : Le conseil national de la refondation sur la santé mentale promis par le président de la République Emmanuel MACRON sera inauguré le mercredi 12 juin et se tiendra jusqu'au mois de juillet. Il "permettra de valoriser toutes les initiatives issues des territoires et de la société civile pour apporter des réponses innovantes et de proximité", avec "une attention particulière portée à la santé mentale des jeunes", a indiqué le ministre délégué à la Santé.

PPL TND / AN : L'Assemblée a adopté hier en première lecture à l'unanimité la proposition de loi de la sénatrice (UC) de l'Essonne Jocelyne GUIDEZ, adoptée au Sénat en janvier, visant à favoriser le repérage et l'accompagnement des troubles du neuro-développement (TND), dont l'autisme, avec des mesures ciblant notamment l'école et le répit des proches aidants. Le groupe LFI s'est abstenu.